

**À Son Excellence Monsieur Marc FONBAUSTIER**  
**Ambassadeur de France en République de Guinée**

Londres, 17 Mars 2024

*Excellence Monsieur l'Ambassadeur,*

Je vous écris avec un sentiment d'urgence et une profonde inquiétude concernant la situation alarmante en Guinée, en particulier en ce qui concerne la détention de personnalités éminentes qui ont consacré leur vie au service du peuple.

Cette situation ne porte pas seulement atteinte aux principes de la démocratie et des droits de l'homme, mais constitue également une menace importante pour la stabilité et le progrès socio-économique de notre pays.

Parmi les personnes détenues, nous comptons :

- *Dr Ibrahima Kassory FOFANA, ancien Premier ministre dont les contributions au développement du pays sont inestimables,*
- *Dr Mohamed DIANE, ancien Ministre d'État,*
- *l'honorable Amadou Damaro CAMARA, ancien président de l'Assemblée Nationale,*
- *Oyé GUILAVOGUI, ancien ministre,*
- *Dr Ibrahima KOUROUMA, ancien ministre,*
- *Mohamed Lamine BANGOURA, ancien président de la Cour Constitutionnelle.*

Leur détention préoccupe profondément tous ceux qui valorisent la justice et les principes démocratiques, mais prive également le pays de leur expertise et leadership inestimables.

L'engagement de la France à soutenir les droits de l'homme et les institutions démocratiques à travers le monde est bien reconnu, et son intervention dans cette affaire pourrait contribuer de manière significative à restaurer la justice et la démocratie en Guinée.

Dans un monde multipolaire en perspective, la France dispose encore de nombreuses cartes pour jouer un rôle de premier plan dans le processus de développement socio-économique en République de Guinée.

Cependant, le coup d'Etat militaire survenu dans notre pays le 05 septembre 2021, mené par un ancien membre de la Légion étrangère française, marié à un officier de la Gendarmerie française, place la France dans une position délicate.

La prise du pouvoir par le Colonel Mamadi DOUMBOUYA le 05 septembre 2021 a été saluée à l'époque par une partie de la population guinéenne en opposition politique au Président démocratiquement élu, le Professeur Alpha CONDÉ.

Avec le slogan « La justice sera la boussole », les nouvelles autorités militaires ont fini par décevoir ceux qui avaient applaudi le coup d'Etat. Plus de 24 mois après la prise du pouvoir par le Colonel Mamadi DOUMBOUYA (aujourd'hui Général), le désespoir, la frustration et la désolation se sont emparés de la population, toutes tendances politiques confondues.

Les observations sur le terrain montrent la détermination apparente de la junte à s'éterniser au pouvoir, et soulèvent de sérieuses inquiétudes quant à l'avenir de la gouvernance, de la démocratie et des droits de l'homme en Guinée. Dans le même temps, les conditions de vie de la population se dégradent de jour en jour (problèmes d'insécurité, d'électricité, d'eau potable, etc.).

Compte tenu de la nature des liens entre le Président de la transition militaire, le Général Mamadi DOUMBOUYA, et la France, il est pratiquement impossible de convaincre un citoyen guinéen que la France ne dispose d'aucun levier diplomatique pour agir comme facilitateur du dialogue entre la junte militaire et la classe politique.

En tant que citoyen guinéen soucieux de justice et de valeurs démocratiques, je sollicite votre implication (au nom du gouvernement français), pour plaider en faveur de la libération immédiate des détenus politiques susmentionnés.

Rappelons que la justice guinéenne s'est prononcée à plusieurs reprises en faveur de la libération de Dr Ibrahima Kassory FOFANA, mais il est toujours en détention.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à cette demande et de votre engagement constant en faveur des droits de l'homme et de la démocratie.

Sincèrement,

Lancine SACKO (*Coordinateur Amnesty International UK Group/ Manchester*)